

Ce mardi 18 septembre M BEZARD Directeur Général des Finances Publiques s'est déplacé à Versailles et a souhaité rencontrer les représentants du personnel des Yvelines lors d'une audience commune en début d'après midi.

Durant 1h30 nous avons exposé les problèmes et le ressenti des agents des Yvelines. Vous trouverez ci-dessous la déclaration argumentée et étayée d'exemples locaux que nous avons présentée au directeur Général.

Audience avec Mr Bézard, Directeur général de la DGFIP,

Cela ne vous étonnera pas, nous allons commencer par parler de l'emploi. Il ne s'agit pas pour nous d'un exercice imposé mais d'une volonté de vous faire comprendre, s'il en était besoin, qu'il s'agit de la pierre angulaire de la grande majorité des problèmes que nous allons évoquer.

L'emploi :

Notre département a connu des centaines de suppressions d'emplois ces dernières années. Des missions ne sont plus ou mal assurées. Nous y reviendrons. Ici nous ne développerons pas l'ensemble du revendicatif en matière d'emploi, déjà porté par Solidaires Finances Publiques au niveau national, mais allons insister sur des points spécifiques à notre département.

Nous tenons à aborder un point particulier lié à ces suppressions et au turn-over important du personnel dans les Yvelines.

Solidaires a constaté que de plus en plus de collègues se trouvent en difficulté lors de leur prise de fonction (ACA stagiaire, sortis d'Enfip) ou lors de mutations professionnelles. Cela est dû à un manque de formateurs expérimentés et/ou au manque de disponibilité des collègues déjà surchargés. Ils se trouvent donc, pour certains dès leur premier contact avec les services, en difficultés ou en échec professionnel et personnel. Par exemple, il est constaté depuis plusieurs années que les collègues en stage pratique n'ont plus l'opportunité d'apprendre réellement leur métier mais sont positionnés en compensation des vacances d'emplois trop criantes. D'autres agents voient leur titularisation remise en cause, chose qui n'existait pas précédemment.

Si Solidaires revendique une promotion par changement de corps, il apparaît néanmoins aujourd'hui un déséquilibre dans la pyramide hiérarchique. Un service peut-il fonctionner avec un nombre important d'agents d'encadrement au détriment des agents d'exécution ? Pour Solidaires cet équilibre est aujourd'hui rompu, nous vous demandons d'y remédier en fournissant les emplois nécessaires.

Reconnaissance :

En termes de reconnaissance, il avait été promis aux agents une redistribution de la moitié des économies réalisées au travers des suppressions d'emploi. Cette redistribution a été un véritable marché de dupes ! ! ! Nonobstant la stagnation des taux de remboursement de frais engagés dans l'exercice de leur fonction, les agents C et B qui ont le plus contribué en terme d'emplois, n'ont quasiment rien vu venir en matière de revalorisation salariale, la carrière des A stagne, alors que les A+ en ont grassement profité. Et vous voudriez que les agents adhèrent à vos réformes ?

Les missions :

Aujourd'hui l'administration elle-même reconnaît que toutes les missions ne peuvent être réalisées avec le même degré de qualité. Solidaires finances publiques ne peut s'associer et accepter cette démarche. Toutes nos missions de service public doivent être remplies avec la qualité attendue par nos administrés. C'est le devoir de l'Etat de fournir les moyens nécessaires. Quelques exemples de dysfonctionnements flagrants :

- Un des plus riches SIP de notre département aisé a vu sa cellule CSP fondre comme neige au soleil de 8 agents il y a 5 ans il ne subsiste plus qu'une seule personne aujourd'hui, et encore assure-t-elle certaines missions collectives. Quid de l'adaptation des moyens aux enjeux en termes de contrôle. Il s'agit pourtant d'une mission fondamentale de la DGFIP ! Cette situation n'est malheureusement pas isolée, les cellules CSP du département servant trop souvent de variable d'ajustement au détriment de la justice fiscale.
- La véritable polyvalence pour la mission CDI/CDIF n'est très souvent qu'un leurre. La connaissance n'étant que superficielle pour le plus grand nombre et ne reposant sur les points plus techniques que sur les épaules d'un référent, sans lequel le service et la technicité sont perdus. Il est encore temps que l'administration revienne sur cette réforme désastreuse.
- La DGIP se veut une administration de service, elle a élargie les plages d'accueil et multipliée les points d'entrées. Cela fait beau et moderne ! Encore faut-il être en mesure de mettre une personne derrière chaque guichet, chaque bureau, chaque ordinateur, chaque téléphone. Cela est loin d'être le cas aujourd'hui et les services sont déshabillés pour remplir cette mission chronophage dite prioritaire. Qu'en est-il des autres missions ?
- Le réseau des trésoreries confronté à une forte augmentation des charges et à une baisse constante des effectifs ne peut assurer les missions confiées. Solidaires conteste les solutions choisies par l'administration qui consistent à fermer et regrouper les postes comptables au détriment du maillage territorial.

Il faudra enfin arrêter de saucissonner les tâches en fonction des indicateurs afin de rendre aux agents une vision complète de l'ensemble de leurs missions.

La fusion :

Si la fusion est une décision qui s'impose à tous, elle n'a pas encore tenu toutes ses promesses. En effet les dysfonctionnements des deux réseaux se sont amalgamés au détriment des bonnes pratiques. Ainsi il est à déplorer un organigramme peu lisible et des services n'ayant pas l'efficacité escomptée. Solidaires dénonce un manque flagrant d'interlocuteurs appropriés et des lourdeurs inacceptables dans les prises de décisions

Des brigades déménagées il y a quatre ans pour des raisons immobilières, malgré l'opposition des représentants du personnel, sont aujourd'hui de nouveau appelées à redéménager au motif technique qu'il faut les rapprocher de leur SIE, PCE et BPR de rattachement, alors même que la direction avait balayé ces mêmes arguments lors de leur éloignement initial.

Faire et défaire, au mépris des deniers publics, notre direction en est le spécialiste

Enfin, nous ne pouvons que dénoncer l'usine à gaz mise en place avec la création des CID. Nous avions auparavant des cellules d'assistance aux utilisateurs qui donnaient pleine et entière satisfaction, le service rendu aujourd'hui n'est plus du même niveau

L'insécurité :

Les Yvelines sont souvent présentées comme un département au tissu fiscal riche, malgré cela nous sommes de plus en plus souvent confrontés à des agressions allant de l'incivilité verbale à la tentative d'immolation par le feu. La « sécurité sécuritaire » mise en place avec la création des SIP n'a pas su répondre à ce type de problèmes. Solidaires a demandé la mise en place d'un groupe de travail pour trouver des solutions pérennes afin d'assurer la sécurité des agents. Même si Mr Stoll

s'est montré préoccupé de la situation et à entrepris un certain nombre de démarches auprès des autorités. Nous ne pouvons que regretter de ne plus être associés à la réflexion sur ce sujet, malgré notre position aux côtés de la direction dans l'intérêt des agents.

Immobilier/budget /CHSCT:

Vous êtes venus, vous avez vu !

Une liste à la Prévert nous servira de cahiers de doléances :

Le site où nous sommes est l'exemple type de ce qu'il ne faut pas faire :

Un ascenseur ne fonctionnant pas depuis un an et demi, et pour lequel la solution technique n'est toujours pas, à notre connaissance, trouvée

Une chaudière récemment changée, mais où l'ancienne n'a pas été évacuée en raison du coût de l'opération de désamiantage.

Un parking menaçant de s'effondrer, alors que les travaux étaient demandés depuis des années, et qui vient juste d'être étayé, ne pouvant dorénavant être utilisé que pour la moitié de sa capacité

Et enfin un accueil véritable serpent de mer dont la date de livraison semble s'éloigner au fur et à mesure que le temps passe. Comment en sommes nous arrivés là ? Un architecte défaillant, des entreprises livrées à elles-mêmes, et un maître d'ouvrage (BP2C) inexistant et qui a refusé d'associer la direction des Yvelines à la gestion du chantier. Malgré les différents courriers de Solidaires, nous n'avons pu réorienter la gestion désastreuse de ce chantier. Nous avons pourtant expressément demandé que les représentants du personnel, par l'intermédiaire du CHSCT, soient représentés aux réunions de chantier.

Nous n'avons pas la prétention de tout connaître, ni de nous positionner en donneurs de leçons, mais nous aurions pu faire profiter la collectivité de notre expertise. S'il est une leçon à tirer de ce fiasco, c'est qu'il ne faut plus gérer les chantiers de cette importance à distance, voir avec autant d'amateurisme et ne pas laisser les professionnels gaspiller les deniers publics.

Solidaires ne saurait en terminer avec l'immobilier sans rappeler à l'administration ses obligations, tant vis à vis des représentants du personnel en CTL qu'en CHSCT. Nous exigeons d'être consultés avant tous travaux immobiliers et cela suffisamment en amont pour que nos remarques ou suggestions puissent être prises en compte. Les textes le prévoient, appliquez les !

De même, Solidaires finances publiques exige que l'Etat employeur respecte la législation en mettant à disposition des agents du département, les médecins de prévention qui nous font cruellement défaut depuis de trop nombreuses années.

La DGF serait à nouveau amputée de 400.000 €. Si vous voulez réaliser des économies, prenez donc en compte nos remarques du paragraphe précédent qui préconise du préventif plutôt que du curatif, et donnez à notre direction les moyens d'entretenir les bâtiments et fournir aux agents des conditions de travail appropriées

Enfin, nous ne pouvons que dénoncer les lourdeurs de Chorus qui ne font qu'allonger et compliquer les circuits budgétaires au grand dam de nos collègues et des entreprises souvent payées tardivement.

L'action sociale :

Encore un parent pauvre dans notre département, la situation des agents est de plus en plus précaire et nécessite une action sociale forte et de qualité. Celle-ci ne doit pas se résumer à quelques spectacles et à l'arbre de Noël.

Les agents ont besoin d'un parc locatif social fourni, les loyers du secteur privé sont extrêmement élevés et inabornables pour bon nombre d'agents. Solidaires finances publiques dénonce l'opacité de la gestion du parc immobilier, notamment l'absence d'inventaire, de suivi et le manque de d'implication et de motivation de la déléguée à l'action sociale du département.

Les agents attendent une restauration collective de qualité à un prix raisonnable. Les Yvelines, département en cours d'expérimentation depuis plus de 10 ans, espère un bilan suite au groupe de travail national dans le cadre du CNAS qui s'est tenu à l'initiative de Solidaires Finances

Nous déplorons que l'ARSFY, association dite indépendante, endosse seule les responsabilités juridiques et financières alors que le véritable donneur d'ordre est en réalité le secrétariat général qui impose ses volontés. Les représentants du personnel sont totalement exclus du fonctionnement et de la gestion de l'association, à la différence de ce qui existe dans d'autres associations de ce type (ex :AGRAF). Vous comprendrez que dans ces circonstances notre avis sur la généralisation de ce type de structure soit très réservé.

Solidaires Finances publiques demande que les possibilités offertes par l'action sociale interministérielle soient mise en valeur et proposées aux agents.

Remettre l'humain au cœur du monde professionnel :

La vie dans les services se déshumanise :

- Elle se déshumanise dans les relations entre agents et contribuables, faute de temps, gestionnaire de file d'attente oblige, ces derniers ne trouvent parfois plus l'écoute qu'il serait en droit d'attendre d'un service public.

- Déshumanisation entre les agents eux-mêmes. La solidarité et le sens du collectif de travail se perdent au bénéfice d'une individualisation rampante.

- Déshumanisation entre les agents et leur hiérarchie. Un véritable fossé s'est souvent creusé entre des chefs obnubilés par leurs statistiques et leur PALP, et des agents privés de leur volonté d'accomplir un travail approfondi et de qualité. Certains agents vivent aujourd'hui dans la peur. Les pressions et le mépris que l'on rencontre parfois ne sont plus tolérables. Pour Solidaires il faut rétablir l'écoute et la confiance en ne positionnant plus uniquement les chefs de service comme des managers mais en leur redonnant leur rôle de technicien.

La souffrance au travail est devenu un vocable commun mais derrière ce concept il y a une réalité vécue par un nombre grandissant de personnel de tout grade, il est demandé trop avec trop peu de moyens, il est demandé trop vite avec trop peu de temps, il est demandé trop avec trop peu d'agents. La mise en place d'outils pour mesurer ou gérer le stress au travail n'est pas la solution aux difficultés des agents. Solidaires finances publiques propose que des actions préventives soient mises en place pour améliorer les conditions de vie au travail.

Solidaires finances publiques 78 exige une organisation du travail différente où le travail s'adapte à l'homme et non l'homme au travail.

Malgré un intérêt évident et un sens du dialogue avéré le Directeur Général n'a pas véritablement apporté de réponses concrètes aux multiples sujets abordés.

Après nous avoir indiqué qu'il « débutait » dans le métier et qu'il entendait progresser rapidement au contact des services, il a confirmé sa volonté d'aller à la rencontre des agents afin d'éviter le filtre des remontées d'information par les voies hiérarchiques.

Il a insisté sur la pleine conscience des ministres de la situation à la DGFIP, nous a questionnés sur nos propositions en matière de contrôle fiscal et ce que nous entendions par un pyramidage des emplois déséquilibré

Faute de temps nous n'avons pu insister sur les autres sujets qui nous tenaient à cœur.

Un échange ouvert et intéressant mais qui devra se traduire par des actes et du concret aux bénéfices des agents